

## GRAND DÉBAT : Bachy

**Lieu** : Bachy (Nord)

**Date** : 1<sup>er</sup> février 2019

**Heure** : 18h30 – 20h45

**Organisateur** : Philippe DELCOURT, maire de Bachy

**Nombre de personnes** : 40 (de Bachy et de villages voisins)

Présence de Charlotte Lecocq, députée (LREM) de la 6<sup>ème</sup> circonscription

**Coordonnateur-garant désigné par le Préfet** : Jacques VERNIER

**Organisation** : Les personnes étaient disposées autour d'une assez longue table rectangulaire. Le maire transcrivait toutes les propositions sur des post-it affichés sur un tableau. Le maire avait distribué toutes les fiches thématiques aux participants et les a invités à répondre « tranquillement, chez eux » aux questions de ces fiches et à lui retourner ensuite les fiches pour qu'il les transmette.

**Ambiance** : très correcte

### Questions abordées : Transition écologique – Fiscalité et dépenses publiques

#### Transition écologique

##### Taxer les petits ou les gros:

Une intervenante : « *les seules mesures écologiques sont des mesures punitives* ». « *On nous dit d'acheter des véhicules électriques, des chaudières, de payer des impôts. Il faut contraindre les entreprises, et non les particuliers* ».

Un intervenant : « *les industries polluantes ne sont pas assez mises à contribution* ».

Un intervenant, qui décline les 14 mesures proposées par Attac: « *mettre fin à l'exonération de la taxe carbone pour les grosses industries* ».

Un intervenant en revanche : « *Faut-il vraiment taxer les entreprises ? Peut-on perdre en compétitivité par rapport aux allemands ?* ».

Un intervenant « *On s'en prend aux automobilistes. Quid des énormes bateaux ?* » Un autre intervenant : « *Sus aux bateaux croisière-HLM, on ferait mieux d'encourager les vacances en France* ».

Un intervenant en revanche : « *Respectons la liberté individuelle des gens qui veulent prendre leurs vacances où bon leur semble. Mais taxons les bateaux et les avions, qui ne payent pas de taxe en France* »

##### Choix énergétiques :

Une intervenante : « *Pas assez d'incitations pour le solaire thermique ou photovoltaïque* ».

« *Par ailleurs je n'ai pas trouvé d'entreprise pour faire une installation géothermique* ».

Une autre intervenante : « *Les aides aux économies d'énergie dans les logements sont très compliquées et trop variables (hésitation sur les fenêtres par exemple). En plus il faut faire l'avance avec un remboursement un an près par le crédit d'impôt* ». Sur ce point Jacques VERNIER fait remarquer que depuis 2019 le crédit d'impôt a été remplacé par une prime qui peut être payée dès la fin des travaux.

Un intervenant (Attac) : « *Il faut financer plus massivement les économies d'énergie, notamment pour les ménages modestes, en donnant priorité aux matériaux locaux et biosourcés* ».

Une intervenante n'est « *pas pour la suppression du nucléaire. Ce serait une hérésie. Le nucléaire nous assure l'indépendance énergétique et nous permet d'exporter de l'électricité.* »  
La même intervenante regrette que « *l'hydroélectricité tombe dans les mains du privé* ».

Deux intervenants : « *il faut une certaine stabilité et ne pas changer sans cesse la programmation des différentes sources d'énergie.* »

### **Transport et infrastructures :**

Un intervenant : « *le véhicule électrique est un désastre écologique.* » Il plaide pour l'éthanol ou l'hydrogène. Jacques VERNIER fait remarquer que le véhicule à hydrogène est en fait un véhicule électrique, l'hydrogène étant seulement un moyen de stocker l'énergie, substitutif des batteries.

Un intervenant : « *la TICPE devrait être affectée prioritairement aux infrastructures notamment ferroviaire et voies d'eau.* »

Un intervenant : « *pourquoi laisse-t-on les camions, notamment étrangers, engorger la circulation en pleine métropole lilloise et la polluer ?* ».

Un intervenant (Attac) : « *il faut garantir les lignes ferroviaires du quotidien et le fret ferroviaire et abandonner les projets d'autoroutes* ».

Un autre intervenant : « *on n'en fait pas assez pour les transports en commun, qui sont à saturation* ».

Un intervenant : « *il faut rouvrir la ligne Orchies-Villeneuve-d'Ascq, la cadencer mieux, faire des parkings près des gares* » ; il admet cependant qu'il y avait très peu d'usagers sur cette ligne...

### **Bio:**

Un intervenant : « *on nous donne des sacs en plastique non recyclable, en nous disant qu'il faut les conserver pour les réutiliser. Mais on ne peut pas accumuler autant de sacs...* ».

Un intervenant : « *le glyphosate nous empoisonne. Je ne fais confiance qu'aux produits que je cultive dans mon jardin.* »

Un intervenant : « *pourquoi a-t-on interdit les semences paysannes, alors qu'ils avaient été autorisé en avril 2018 au niveau européen ?* ». Sur ce point Charlotte LECOCCQ, députée, indique qu'au contraire on voulait les promouvoir mais qu'il y a eu une censure du conseil constitutionnel.

Une intervenante, ancienne maraîchère : « *ce sont les consommateurs qui ont poussé à certains modes de production agricole, pour avoir des tomates bien rondes, des courgettes bien droites, etc.* »

Une intervenante : « *les producteurs bio locaux ne pourront pas fournir les 20 % de produits bio dans les cantines, comme le demande la loi. Les producteurs bio sont dans une situation difficile.* »

### **Mise en cause de la croissance :**

Un intervenant : « *On va dans le mur à cause de notre mode de consommation. On est obsédé par la « croissance, croissance ». Si on continue comme ça mes petits-enfants ne verront pas 2100* ».

## Fiscalité et dépenses publiques

### Impôt sur le revenu :

Un intervenant : *« tout le monde devrait payer un impôt sur le revenu, même un niveau très faible pour les personnes défavorisées. Ce serait une « pédagogie citoyenne ».*

### Impôt sur la fortune :

Un intervenant : *« il faudrait rétablir l'impôt sur la fortune, mais permettre des déductions aux gens qui investissent dans l'économie, de la même manière qu'on a des déductions pour les dons aux associations. »*

### Retraites et CSG :

Un intervenant : les retraités *« subissent de plein fouet l'augmentation de la CSG »* (même s'il reconnaît que l'augmentation du seuil à 2000 € a été bénéfique).

Une intervenante : *« je ne plains pas les retraités, ils ont bien vécu pendant les 30 glorieuses, ils vivent bien ».* Brouhaha de vives protestations !

Une autre intervenante : *« Je suis aisée. J'ai eu une vie facile. J'ai travaillé sans cesse. Je reconnais que les jeunes ont la vie moins facile. Je ne rechigne pas à payer la CSG. »*

Vif débat entre l'intervenante précédente, qui estime que la retraite ne peut exister que si l'on a travaillé et une jeune femme au foyer qui estime avoir droit à une retraite : *« L'éducation des enfants est un travail ».*

Une intervenante : *« comment faire pour équilibrer les retraites, sachant que les actifs d'une génération payent actuellement pour les retraites de deux générations ? »*

### Dépenses publiques :

Plusieurs personnes mettent en cause le budget de la défense.

Un intervenant : *« A quand l'armée européenne ? On dépenserait moins ! Combien payent les autres pays européens pour leur défense (Italie, Espagne, Allemagne, etc.) ? »*

Un intervenant dénonce la *« fraude sociale, les tricheurs, les arrêts médicaux de complaisance »*. Protestation d'un autre intervenant qui pense qu'il faudrait d'abord s'attaquer aux *« 85 milliards d'évasion fiscale »*.

S'agissant du nombre de fonctionnaires, un intervenant se demande si *« un plombier municipal doit être obligatoirement un fonctionnaire. »*

Un intervenant dénonce le *« millefeuille administratif »*, ainsi que *« l'embauche massive de fonctionnaires par les communautés »*. Une intervenante renchérit : *« non seulement ça coûte cher mais on tourne en rond, chacun se renvoie la balle ».*

Un intervenant : *« les parents dont les enfants sont placés ne devraient pas continuer à toucher des allocations ».*

Un intervenant se demande si on ne pourrait pas réduire notre dette colossale et demande *« qui sont les créanciers de notre dette? »*. Il pense qu'il y a beaucoup de créanciers étrangers qui nous font payer le prix fort.

Un intervenant critique *« les 800 millions de budget de l'Élysée »*.

Plusieurs personnes évoquent *« les indemnités des députés ou des ministres après leur départ »*. Éclaircissements donnés sur ce point par Charlotte LECOQ députée et Jacques VERNIER.

Inversement une intervenante se plaint de la baisse des défenses sociales du département, en regrettant d'ailleurs que celui-ci soit moins financé par l'État. Une autre intervenante dit que

*« la protection de l'enfance devrait être une action prioritaire des départements. »* Un intervenant ayant eu un frère très handicapé indique qu'il n'y a *« pas assez de places pour nos handicapés. »*